



UNE AUTRE POLITIQUE POUR L'ART, LA CULTURE.... ET POUR LA FRANCE

« La crise ne rend pas la culture moins nécessaire, elle la rend plus indispensable.... La culture c'est l'avenir, c'est le redressement, c'est l'instrument de l'émancipation et le moyen de faire une société pour tous.... C'est la raison pour laquelle je réaffirme que la culture doit être une priorité majeure , une ambition commune... J'affirme que le budget de la culture sera entièrement sanctuarisé durant le prochain quinquennat »

Ainsi parlait François Hollande au Bis de Nantes durant la campagne des présidentielles. Un peu moins de 3 ans plus tard la réalité est cruelle : d'ambition commune point du tout, de priorité majeure que nenni, le budget sanctuarisé aux oubliettes !

Dès 2012 et l'élection présidentielle « le gel » sarkozyste des crédits culture fut maintenu. 2013 connut une baisse du budget du ministère de la culture sans précédent depuis sa création en 1959. Bis-répétita en 2014. Tout laisse craindre une accélération de ces baisses sur fond d'austérité renforcée et de réforme territoriale. On nous parle de -18 % pour l'État d'ici 2017. Il faut bien paraît-il que « la culture prenne sa part » (sic !) des 50 milliards de baisse de la dépense publique promis par François Hollande au MEDEF dans le cadre du « pacte de responsabilité ».

Dans ces conditions comment voulez-vous que l'éducation artistique ne soit pas devenue un catalogue sans cohérence entre éducation et culture, cantonnée aux marges du périscolaire, confiée à des collectivités sans moyens humains et financiers.

Comment voulez-vous que la loi d'orientation pour la création ne se perde pas dans les sables de l'austérité et d'un manque dramatique d'ambition politique.

Comment voulez-vous que le gouvernement résiste au MEDEF sur le régime des intermittents alors qu'il lui a cédé sur tout le reste.

Comment voulez-vous enfin que les collectivités asphyxiées budgétairement maintiennent la part considérable qu'elles assument en termes de politiques culturelles publiques ?

Nous prenons acte de la récente prise de position de la Ministre de la culture contre le MEDEF sur le dossier du régime de l'intermittence ou encore celle du secrétariat national du Parti socialiste critiquant les projets gouvernementaux, notamment sur la décentralisation. Mais nous ne saurions trop mettre chacun devant ses responsabilités. On ne peut pas d'un côté dire que « la culture doit prendre sa part » des politiques d'austérités et de l'autre soutenir les luttes qui les combattent. Il faudra bien à un moment sortir de l'ambiguïté.

Il est en effet urgent de redonner du sens et de l'ambition à la politique culturelle de notre pays. La culture est un bien commun et un vecteur d'émancipation humaine. L'existence et le développement du service public de la culture est la clé essentielle de la construction d'une alternative à ce monde vermoulu par les inégalités sociales, la concurrence entre les individus, les

peuples et les territoires, la haine et le rejet de l'autre, le consumérisme anesthésiant progressivement la création et la pensée.

Donner du sens et de l'ambition à nos politiques publiques de la culture conjointement assumées par l'État et les collectivités locales c'est :

- **Renforcer le soutien à la création et l'invention** en donnant un nouveau souffle à l'imaginaire, en permettant à l'art d'explorer les nouvelles voies de l'émancipation, en garantissant aux artistes les moyens de vivre et de créer, notamment par des budgets publics conséquents- équivalent à notre sens à 1 % du PIB- et un régime d'assurance chômage mutualisé.
- **Partager le sensible au même titre que que la connaissance** parce que c'est indispensable au « vivre ensemble » et au « faire société ». L'éducation artistique à l'école, l'éducation populaire dans la cité, le retour de la culture au cœur du travail, doivent jeter les bases d'un renouveau de la démocratie culturelle.
- Prendre conscience dans l'univers mondialisé que **la rencontre des cultures change chacune d'elles par la fréquentation des autres**, « *bousculent nos différences et produisent de l'imprévisible* » (E.Glissant), travaillant ainsi à la production d'une nouvelle culture commune universelle libre et fraternelle.

Une telle ambition pour l'art et la culture ne concerne pas seulement les artistes et les acteurs culturels, c'est l'ensemble de notre peuple qui doit être mobilisé pour résister à la désespérance et au retour de la barbarie, pour faire de la culture le moteur de la transformation sociale, la condition d'une démocratie citoyenne et le ferment d'une autre politique à gauche.

Il ne peut plus y avoir d'exception culturelle dans un océan de servitude, de régression sociale et d'obscurantisme idéologique. Se battre pour refonder le service public de la culture c'est inscrire ce combat dans celui, plus large, qui se mène à gauche, pour une autre politique de développement humain, de progrès social, de transition écologique et de révolution citoyenne.

C'est pourquoi nous voulons travailler au plus large rassemblement pour refonder le service public de la culture et pour lui redonner du souffle, du sens et de l'ambition. Mais nous sommes aussi disponible pour travailler à un front plus large de tous ceux et celles qui cherchent une issue progressiste et émancipatrice à la crise.

Paris le 26 février 2014

ESPACES-MARX ET LE COLLECTIF CULTURE DU PCF

organise une rencontre avec **MATHIEU GRÉGOIRE**, *Maître de Conférences en sociologie à l'Université de Picardie, auteur de : Les intermittents du spectacle : enjeux d'un siècle de luttes.*

Le lundi 10 mars à 18 h

Espace Niemeyer, salle des conférences.

6 avenue Mathurin Moreau

75019 Paris

Sur le thème : **du statut des intermittentEs**